

**Septième Conférence des États parties
chargée de l'examen de la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

28 septembre 2011

Français

Original: anglais

Genève, 5-22 décembre 2011

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

**Examen du fonctionnement de la Convention,
conformément à son article XII**

Historique et fonctionnement des mesures de confiance

Document d'information présenté par l'Unité d'appui à l'application

Résumé

Le Comité préparatoire a décidé de prier l'Unité d'appui à l'application (l'Unité) d'établir un document d'information retraçant l'historique et le fonctionnement des mesures de confiance convenues à la deuxième Conférence d'examen et revues à la troisième Conférence, ce document devant comporter, sous la forme d'un tableau récapitulatif, des données sur la participation des États parties aux mesures de confiance depuis la dernière Conférence d'examen (voir BWC/CONF.VII/PC/2, par. 24). L'Unité a donc établi un document retraçant l'historique et le fonctionnement des mesures de confiance, y compris les modifications apportées lors de la sixième Conférence d'examen à la manière de procéder aux échanges d'information. On trouvera à l'annexe I les formules convenues pour les informations présentées dans le cadre des mesures de confiance et, à l'annexe II, des données sous forme de tableau récapitulatif sur la participation des États parties aux mesures de confiance.

I. Historique des mesures de confiance

1. Les États parties sont convenus de la conception et de la teneur générale des mesures de confiance lors de la deuxième Conférence d'examen, tenue en 1986, à laquelle ils ont adopté quatre mesures de ce type. Ils n'ont pas spécifié alors les modalités ou les formules de présentation des données d'information, mais ont convoqué à cette fin une réunion spéciale d'experts scientifiques et techniques des États parties «pour définir les modalités des échanges d'informations et de données», qui s'est tenue en 1987. À leur troisième Conférence d'examen, en 1991, les États parties ont réexaminé les mesures de confiance et sont convenus de les modifier et de les élargir. Ils ont également examiné les mesures de confiance à la quatrième Conférence d'examen, sans toutefois y apporter de modification quelles qu'elles soient. Ils ont de nouveau examiné les mesures de confiance à leur sixième Conférence d'examen et, toujours sans les modifier, non plus que les formules, ont néanmoins revu et actualisé divers aspects de la procédure à suivre pour la présentation, la compilation et la diffusion des données sur les mesures de confiance ainsi que pour l'établissement de rapports sur la participation à ces mesures.

A. Deuxième Conférence d'examen (8-26 septembre 1986)

2. La deuxième Conférence d'examen (voir le document BWC/CONF.II/13) «ayant présentes à l'esprit les dispositions de l'article V et de l'article X, et déterminée à renforcer l'autorité de la Convention et la confiance dans la mise en œuvre de ses dispositions», a décidé que «les États parties» prendraient «sur une base de coopération mutuelle les mesures ci-après, dans le but de prévenir ou de réduire les cas d'ambiguïté, de doute et de suspicion, et d'améliorer la coopération internationale dans le domaine des activités bactériologiques (biologiques) pacifiques». Les mesures considérées, appelées par la suite les «mesures de confiance», étaient les suivantes:

Mesure de confiance A – Échanges de données – y compris le nom, l'emplacement, l'importance et une description générale des activités – sur les centres de recherche et laboratoires qui répondent aux normes de sécurité les plus strictes fixées sur le plan national ou international pour manipuler à des fins autorisées les matières biologiques entraînant un risque individuel ou collectif élevé, ou qui sont spécialisés dans des activités biologiques autorisées ayant un rapport direct avec la Convention;

Mesure de confiance B – Échanges d'informations sur toute apparition de maladies contagieuses ou autre accident causé par des toxines et paraissant dévier de la normale par sa nature, son évolution, le lieu ou le moment. Si possible, cette information comprendra, dès que disponibles, des données sur le type de maladie, la zone approximative affectée et le nombre de cas;

Mesure de confiance C – Échanges d'informations sur l'encouragement à la diffusion, dans des publications scientifiques accessibles à tous les États parties, des résultats de la recherche biologique ayant un rapport direct avec la Convention, et l'action en faveur de l'application à des fins autorisées des connaissances acquises grâce à cette recherche;

Mesure de confiance D – Échanges d'informations sur la promotion active des contacts entre scientifiques travaillant à des recherches biologiques ayant un rapport direct avec la Convention, y compris sous forme d'échanges aux fins d'activités de recherche conjointes sur la base d'accords mutuels.

3. La deuxième Conférence d'examen n'a pas détaillé plus avant cette description générale de l'objet des échanges d'informations; en revanche, elle a décidé «de convoquer

une réunion spéciale d'experts scientifiques et techniques des États parties pour définir les modalités des échanges d'informations et de données, notamment en établissant les formules à utiliser par les États parties pour les échanges d'informations approuvés dans la [...] Déclaration finale, de façon à permettre aux États parties de suivre une procédure unique». Ces experts devaient se réunir à Genève du 31 mars au 15 avril 1987 et communiquer immédiatement les résultats de leurs travaux aux États parties.

4. En outre, la deuxième Conférence d'examen a mis sur pied un mécanisme provisoire pour les échanges d'informations avant que les modalités de ces derniers ne soient arrêtées. Elle a exhorté les États parties à appliquer promptement ces quatre mesures de confiance et à communiquer les données convenues au Département des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies, en priant ce dernier de mettre l'information reçue à la disposition de tous les États parties.

B. Réunion spéciale d'experts scientifiques et techniques des États parties, chargée de définir les modalités des échanges d'informations et de données (31 mars-15 avril 1987)

5. Les représentants de 39 États parties ont participé à cette réunion; un expert de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) y a également assisté, afin de répondre à des questions d'ordre technique. Le rapport de la Réunion spéciale (BWC/CONF.II/EX/2) fait état de plusieurs ententes et accords détaillant les modalités des mesures de confiance. Il a notamment été arrêté ce qui suit:

a) Toutes les informations convenues devraient être adressées dans l'une des langues de la Convention au Département des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies et transmises rapidement, sous la forme reçue, à tous les États parties;

b) Les informations devraient aussi être mises à la disposition de l'Organisation mondiale de la santé;

c) Le premier échange d'informations et de données devrait intervenir dès que possible et faire l'objet d'une communication au Département des affaires de désarmement de l'ONU au plus tard le 15 octobre 1987; et

d) Par la suite, les informations à fournir annuellement devraient être communiquées au plus tard le 15 avril et porter sur l'année civile écoulée.

6. La Réunion est convenue de principes directeurs afin de déterminer le champ de chacune de ces mesures et le type d'informations à fournir pour chacune d'entre elles: par exemple, la nature des centres de recherche, visés par la mesure de confiance A, ou ce qui constitue une apparition de maladie «paraissant dévier de la normale» et est donc visée par la mesure de confiance B. La Réunion a établi des formules standard pour les mesures de confiance A, B et D (mais non pas pour la mesure C).

7. Les incidences financières de l'application des mesures de confiance ont également été examinées. La Réunion a noté dans son rapport que, tandis que l'Assemblée générale, dans sa résolution 41/58 A (1986), avait prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies «de fournir l'assistance et les services» qui seraient «requis pour la mise en œuvre des parties pertinentes de la Déclaration finale» de la deuxième Conférence d'examen, le Secrétariat de l'ONU avait déclaré que «ces services et cette assistance» ne devaient pas avoir «d'incidences financières sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies» et que «toutes les dépenses y relatives» devaient être «prises en charge par

les États parties à la Convention conformément au règlement intérieur adopté par la deuxième Conférence»¹. La situation était ainsi peu claire: l'Organisation des Nations Unies ne devait pas financer par son budget ordinaire le fonctionnement des mesures de confiance, mais les États parties à la Convention n'ont pas non plus pris explicitement l'engagement d'en couvrir les dépenses.

C. Troisième Conférence d'examen (9-27 septembre 1991)

8. Conformément à la décision prise par la deuxième Conférence d'examen, la troisième Conférence s'est penchée sur l'efficacité des mesures de confiance. À cette fin, les États parties ont noté l'importance des travaux relatifs à ces mesures et ont mis en évidence les échanges d'informations qui avaient eu lieu entre 1987 et 1991. La portée de ces mesures a été encore mise davantage en évidence par leur mention, pour la première fois, dans la Déclaration solennelle par laquelle commençait la Déclaration finale de la troisième Conférence. En effet, les États parties ont déclaré solennellement: «leur détermination d'améliorer l'application et l'efficacité de la Convention et de renforcer encore son autorité, y compris par les mesures de confiance...». Tous les États parties ont été encouragés à fournir des informations pour les échanges qui auraient lieu à l'avenir. Un appel a été lancé expressément aux États parties qui n'avaient pas pris part à la troisième Conférence d'examen afin qu'ils participent à l'application des mesures de confiance convenues.

9. L'examen des mesures de confiance a donné lieu à un certain nombre de propositions de modification, dont plusieurs ont recueilli le consensus. Dans sa Déclaration finale (BWC/CONF.III/23), la troisième Conférence d'examen a déclaré ce qui suit:

«En vue de favoriser une participation accrue à l'échange d'informations et de renforcer encore ce processus, la Conférence décide de réaffirmer les mesures instituées à la deuxième Conférence d'examen en y apportant des améliorations consistant à ajouter éventuellement qu'il n'y a "rien à déclarer" ou "rien de nouveau à déclarer", à modifier et à élargir l'échange de données sur les centres et les laboratoires de recherche, à modifier l'échange d'informations sur toute apparition de maladies infectieuses ou autre accident causé par des toxines, à modifier la mesure concernant la promotion active des contacts et à ajouter trois nouvelles mesures de confiance intitulées "Déclaration des lois, règlements et autres mesures", "Déclaration des activités menées dans le passé dans le cadre de programmes de recherche-développement biologique de caractère offensif et/ou défensif" et "Déclaration d'installation de production de vaccin(s)».

L'ensemble actuel de mesures de confiance, tel qu'il est issu des mesures réaffirmées, modifiées et nouvelles, est conçu comme suit:

Formule de déclaration intitulée «Rien à déclarer» ou «Rien de nouveau à déclarer»;

Mesure de confiance A: Centres et laboratoires de recherche, programmes de recherche-développement en matière de défense biologique;

Partie 1: Échange de données sur les centres de recherche et laboratoires;

Partie 2: Échange d'informations sur les programmes nationaux de recherche-développement en matière de défense biologique;

¹ Note du Secrétariat publiée sous la cote A/C.1/41/9.

Mesure de confiance B: Échange d'informations sur toute apparition de maladies infectieuses ou autre accident causé par des toxines;

Mesure de confiance C: Encouragement à la publication des résultats et à l'application des connaissances;

Mesure de confiance D: Promotion active des contacts;

Mesure de confiance E: Déclaration des lois, règlements et autres mesures;

Mesure de confiance F: Déclaration des activités menées dans le passé dans le cadre de programmes de recherche-développement biologique de caractère offensif et/ou défensif;

Mesure de confiance G: Déclaration d'installation de production de vaccin(s).

10. La troisième Conférence d'examen a actualisé, eu égard à ces modifications, les formules à utiliser pour la présentation des informations et a revu les principes directeurs concernant les données d'information à fournir (ces principes directeurs ont été intégrés aux formules). Les formules mises à jour, qui n'ont pas évolué après la troisième Conférence d'examen, sont reproduites dans le présent document en tant qu'annexe I.

11. La Conférence a confirmé de nouveau que les informations et données échangées au moyen des nouvelles formules devaient être envoyées au Département (devenu le Bureau) des affaires de désarmement de l'ONU le 15 avril de chaque année au plus tard et qu'elles devaient porter sur l'année civile écoulée.

12. En outre, les États parties ont noté que les procédures nouvelles et révisées imposeraient au Département (Bureau) des affaires de désarmement des obligations supplémentaires auxquelles celui-ci devrait consacrer encore plus de temps qu'auparavant. Ils ont donc prié le Secrétaire général de l'ONU d'allouer les ressources en personnel et autres ressources nécessaires dont disposait le Département (Bureau) des affaires de désarmement à Genève pour aider à l'application efficace de ces procédures. Ils ont encore prié le Secrétaire général de recueillir, de rassembler et de communiquer aux États parties les informations relatives à l'application de la Convention et des décisions de la troisième Conférence d'examen, affirmant que l'utilisation de la base de données informatisée du Département (Bureau) pourrait faciliter ce travail.

D. Quatrième Conférence d'examen (25 novembre-6 décembre 1996)

13. Les États parties ont réitéré leur attachement au mécanisme des mesures de confiance dans la Déclaration finale de la quatrième Conférence d'examen (BWC/CONF.IV/9). Les États parties commencent par y déclarer solennellement: *«être résolu à améliorer l'application et l'efficacité de la Convention et à renforcer encore son autorité, y compris par les mesures de confiance ... dont ils sont convenus lors des deuxième et troisième Conférences d'examen...»*. Conformément à la décision prise par la troisième Conférence d'examen, la quatrième Conférence a examiné l'efficacité des mesures de confiance. Les États parties se sont félicités de l'échange d'informations auquel il avait été procédé dans le cadre des mesures de confiance. La Conférence a noté que ces mesures gardaient leur importance et qu'elles continuaient de contribuer à un accroissement de la transparence et de la confiance. Toutefois, elle a reconnu que des améliorations s'imposaient encore. La quatrième Conférence d'examen a constaté que la participation aux mesures de confiance depuis la troisième Conférence d'examen n'avait pas été universelle et que les déclarations requises n'avaient pas toutes été complètes ni présentées promptement. À cet égard, les États parties ont mesuré les difficultés techniques rencontrées par certains d'entre eux pour préparer ces déclarations. La Conférence a

exhorté tous les États parties à fournir des déclarations complètes et en temps utile à l'avenir.

14. En outre, la Conférence a noté que le Groupe spécial des États parties créé par la Conférence spéciale en 1994 étudiait, dans le cadre de ses travaux, l'incorporation de mesures de confiance et de transparence existantes et de nouvelles mesures améliorées, le cas échéant, dans un régime propre à renforcer la Convention. Il se peut que la principale raison pour laquelle la quatrième Conférence d'examen n'a pas apporté de changements aux mesures de confiance était que le Groupe spécial n'avait pas encore achevé ses travaux.

E. Cinquième Conférence d'examen (19 novembre-7 décembre 2001 et 11-22 novembre 2002)

15. À la différence des conférences d'examen précédentes, la cinquième Conférence d'examen n'a pas adopté de déclaration finale. Elle n'a donc pris aucune décision au sujet des mesures de confiance.

F. Sixième Conférence d'examen (20 novembre-8 décembre 2006)

16. Les observations faites par les États parties à la sixième Conférence d'examen rappellent les avis qu'ils avaient exprimés au sujet des mesures de confiance à la quatrième Conférence, puisqu'ils se sont félicités de l'échange d'informations auquel il avait été procédé dans ce cadre et de la contribution que cela apportait au renforcement de la transparence et de la confiance, tout en notant que les États parties étaient peu nombreux à faire les déclarations annuelles requises. En dépit des propositions que lui avaient présentées plusieurs États parties, la Conférence n'est pas parvenue à un accord sur quelque révision ou modification des formules convenues pour les informations à présenter. Toutefois, elle a reconnu qu'il fallait d'urgence *«faire en sorte que les États parties soient plus nombreux à participer à ces mesures»*; elle est convenue de plusieurs mesures de procédure *«afin d'actualiser le mécanisme de transmission des renseignements»*², et a confié les tâches correspondantes à la nouvelle Unité d'appui à l'application. Des modifications importantes ont été apportées aux arrangements précédents: entre autres, la Conférence a arrêté les modalités d'une présentation et d'une publication électroniques des données d'information sur les mesures de confiance et a décidé que les États parties désigneraient chacun à l'échelon national une entité à contacter, à laquelle il serait envoyé un avis informant l'État partie du délai de soumission des informations requises trois mois avant l'expiration de ce délai.

17. La Conférence est convenue des mesures suivantes³:

a) *L'Unité d'appui à l'application établie au sein du Département (aujourd'hui le Bureau) des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies élaborera, avec l'aide des États parties intéressés, une version électronique des formules existantes qui ont été conçues pour les mesures de confiance;*

b) *Lorsqu'elles auront été remplies, les formules électroniques seront, avec le consentement de l'État partie qui les soumet, affichées sur un site Web sécurisé auquel les États parties pourront avoir accès; ce site sera élaboré sous les auspices de l'Unité. Les données d'information ainsi fournies par un État partie ne devront pas être divulguées hors de ce cadre sans l'autorisation expresse de cet État;*

² BWC/CONF.VI/6, deuxième partie, par. 24.

³ BWC/CONF.VI/6, troisième partie, par. 8.

c) *Les États parties sont invités à soumettre les formules sous forme électronique. Ceux qui souhaitent utiliser des formules sur papier au lieu des formules électroniques sont libres de le faire. L'Unité affichera sur le site Web sécurisé toutes données d'information soumises sur papier, avec le consentement de l'État partie qui les fournit, afin de les mettre à la disposition de tous les États parties sous forme électronique;*

d) *L'Unité centralisera les demandes et offres d'assistance pour les déclarations soumises dans le cadre des mesures de confiance;*

e) *L'Unité informera régulièrement les États parties des déclarations soumises dans le cadre des mesures de confiance et fournira aux réunions annuelles des États parties des statistiques sur le niveau de participation à ces mesures;*

f) *Les États parties désigneront à l'échelon national une entité à contacter, qui sera chargée d'établir la déclaration à soumettre dans le cadre des mesures de confiance et dont les coordonnées seront communiquées à l'Unité;*

g) *L'Unité enverra à ces entités un avis informant les États parties du délai de soumission des informations dans le cadre de la procédure d'échange d'informations (le 15 avril) au moins trois mois avant l'expiration de ce délai.*

18. En outre, la Conférence a attribué à l'Unité les tâches suivantes en ce qui concerne les mesures de confiance⁴:

a) *Recevoir des États parties et diffuser auprès d'eux les informations soumises dans le cadre des mesures de confiance;*

b) *Envoyer aux États parties des avis d'information au sujet de leurs déclarations annuelles;*

c) *Compiler et diffuser les données d'information soumises dans le cadre des mesures de confiance et informer chaque réunion des États parties de la participation à ces mesures;*

d) *Élaborer et tenir à jour un site Web sécurisé, consacré aux mesures de confiance, auquel seuls les États parties pourront avoir accès;*

e) *Servir de centre d'échange pour l'aide liée à l'établissement des informations soumises dans le cadre des mesures de confiance;*

f) *Faciliter les activités visant à promouvoir la participation au processus des mesures de confiance, tel que convenu par les États parties.*

19. Enfin, la Conférence est convenue que la question des mesures de confiance méritait «d'être examinée plus avant et complètement» à la septième Conférence d'examen.

II. Fonctionnement des mesures de confiance

20. La présentation, la compilation et la diffusion annuelles des informations et données échangées dans le cadre des mesures de confiance exigent des États parties, comme de l'Unité établie au sein du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, en tant qu'institution d'appui, qu'ils consacrent les moyens nécessaires au fonctionnement de ces mesures.

⁴ BWC/CONF.VI/6, troisième partie, par. 5 B.

A. Engagements pris par les États parties

21. Ainsi qu'il a été noté ci-dessus, chacun des États parties à la Convention est censé présenter chaque année des informations relatives aux mesures de confiance, ne serait-ce que pour indiquer qu'il n'a rien à déclarer ou rien de nouveau à déclarer. Les informations doivent être communiquées au moyen des formules établies (BWC/CONF.III/23, annexe de la Déclaration finale, jointe au présent document en tant qu'annexe I), dont les versions électroniques peuvent être téléchargées du site Web de l'Unité (www.unog.ch/bwc/cbms). Les formules commencent par une déclaration de couverture dans laquelle les États parties peuvent indiquer s'ils n'ont «rien à déclarer» ou «rien de nouveau à déclarer» pour chacun des sept domaines couverts. Les informations fournies pour l'année civile écoulée doivent être présentées à l'Unité le 15 avril de chaque année au plus tard. Elles peuvent être présentées – et le sont – dans l'une quelconque des langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

22. Jusqu'en 2006, les États parties n'avaient nul besoin de désigner à l'échelon national une entité à contacter pour les mesures de confiance. Cela a changé lorsque la sixième Conférence d'examen a décidé que les États parties désigneraient à l'échelon national une telle entité, qui serait «chargée d'établir la déclaration à soumettre dans le cadre des mesures de confiance». Dans l'intervalle (septembre 2011), 75 États parties l'ont fait.

B. Rôle de l'Unité d'appui à l'application

23. Jusqu'en 2006, ainsi que le prévoyaient les décisions prises aux conférences d'examen, le Département (le Bureau) des affaires de désarmement de l'ONU recevait des États parties les informations et données relatives aux mesures de confiance, qu'il rassemblait «sous la forme sous laquelle il les recevait» (c'est-à-dire sans les faire traduire ou éditer, les mettre en forme ou y apporter quelque autre modification) en un document unique. Ce document, qui faisait en règle générale plus de 1 000 pages et contenait des textes dans les six langues officielles, était imprimé et distribué aux missions permanentes des États parties à New York et à Genève. Les informations présentées tardivement par les États parties étaient publiées dans des additifs, qui étaient produits et distribués de la même manière. Le Département (le Bureau) n'était pas explicitement autorisé à envoyer des rappels, à faire le point des présentations tardives ou de la non-présentation d'informations, ou à fournir une assistance pour aider les États parties à établir et envoyer leurs informations.

24. Ainsi qu'il a été noté ci-dessus, la sixième Conférence d'examen a revu et actualisé de façon appréciable la procédure de présentation et de diffusion des informations considérées, en confiant la gestion de toute la procédure à l'Unité d'appui à l'application. Depuis 2007, l'Unité administre les mesures de confiance suivant les modalités établies par la Conférence. Ainsi, l'Unité:

- a) Fournit des versions électroniques des formules convenues pour les informations à présenter dans le cadre des mesures de confiance;
- b) Envoie aux États parties un avis leur rappelant le délai de soumission des informations, soit le 15 avril, trois mois avant l'expiration de ce délai;
- c) Reçoit des États parties les formules remplies et, à moins d'instructions contraires de l'État partie concerné, affiche ces formules sur le site Web sécurisé de l'Unité (www.unog.ch/bwc/restricted) dont l'accès est réservé aux États parties;
 - i) Lorsque l'État partie le demande, l'Unité affiche aussi ses formules sur un site d'accès libre, où elles pourront être consultées par le public;

- ii) Lorsque l'État partie demande que sa déclaration ne soit pas affichée sur un site Web quel qu'il soit, l'Unité la distribue à tous les États parties sur papier seulement;
- d) Répond à des demandes de renseignements émanant des États parties et fournit des conseils, à leur demande, pour l'établissement de leur déclaration au titre des mesures de confiance, et facilite la fourniture d'une assistance, au besoin;
- e) Fournit une assistance aux États parties, à leur demande, pour toutes activités et tous ateliers, etc., visant à promouvoir ou étudier les mesures de confiance – par exemple, l'Unité a produit un guide (*Guide to Participating in the Confidence-building Measures of the Biological Weapons Convention*) en 2009, de concert avec l'Union européenne;
- f) Fournit des données statistiques élémentaires sur la participation aux mesures de confiance dans son rapport annuel aux États parties.

25. L'Unité ne procède à aucune analyse des informations fournies dans les déclarations relatives aux mesures de confiance et, en raison de la diversité de leur mode de présentation et de la langue dans laquelle elles sont fournies, n'établit que les données statistiques les plus élémentaires sur la participation des États parties. Ces données sont publiées dans le rapport annuel de l'Unité aux États parties.

C. Participation

26. La participation aux mesures de confiance est restée relativement faible et la majorité des États parties n'y participent pas régulièrement. Au total, 112 États parties y ont participé au moins une fois depuis 1987⁵, mais, à compter de la sixième Conférence d'examen, seuls 86 d'entre eux l'ont fait au moins une fois et 43 seulement y ont participé chaque année. Bien que la participation augmente constamment depuis la sixième Conférence d'examen et la mise en place de l'Unité, celle-ci ne reçoit qu'entre 60 et 70 déclarations chaque année. On trouvera à l'annexe II (en anglais seulement), sous la forme d'un tableau récapitulatif, des données sur la participation des États parties aux mesures de confiance pour chacune des années écoulées depuis la dernière Conférence d'examen, ainsi que pour chacune des années écoulées depuis l'institution de ces mesures, en 1987.

⁵ Ce chiffre comprend les États aujourd'hui parties qui ont participé dans le passé en tant qu'élément constitutif d'un autre État. Par exemple, les États qui constituaient auparavant la Yougoslavie sont comptés comme ayant participé chaque fois que la Yougoslavie tout entière l'a fait.

Annexe I

Formules convenues pour les informations à présenter dans le cadre des mesures de confiance⁶

À la troisième Conférence d'examen, il a été convenu que tous les États parties présenteraient la déclaration suivante:

1. Formule de déclaration intitulée «Rien à déclarer» ou «Rien de nouveau à déclarer», pour l'échange d'informations

| Mesure | Rien à déclarer | Rien de nouveau à déclarer |
|------------------|--------------------------|----------------------------|
| A, partie 1 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| A, partie 2 i) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| A, partie 2 ii) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| A, partie 2 iii) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| B i) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| B ii) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| C | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| D | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| E | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| F | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| G | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

(Prière de cocher la(les) case(s) appropriée(s).)

Date: _____

État partie à la Convention: _____

⁶ Tirées de l'annexe de la Déclaration finale de la troisième Conférence d'examen (BWC/CONF.III/23).

2. Mesure de confiance «A»

Partie 1 Échange de données sur les centres de recherche et laboratoires

À la troisième Conférence d'examen, il a été décidé que les États parties devaient continuer d'appliquer les mesures suivantes:

«Échange de données – y compris le nom, l'emplacement, l'importance et une description générale des activités – sur les centres de recherche et laboratoires qui répondent aux normes de sécurité les plus strictes fixées sur le plan national ou international pour manipuler à des fins autorisées les matières biologiques entraînant un risque individuel ou collectif élevé, ou qui sont spécialisés dans des activités biologiques autorisées ayant un rapport direct avec la Convention».

Modalités

La troisième Conférence d'examen est convenue que les États parties devraient fournir des données sur chaque installation, se trouvant sur leur territoire ou placée sous leur juridiction ou leur contrôle, où que ce soit, qui est dotée de laboratoires de confinement à haute sécurité répondant aux critères d'un laboratoire de confinement à haute sécurité spécifiés dans le *Manuel de sécurité biologique en laboratoire de l'OMS* (1983), par exemple ceux qui sont désignés «niveau de sécurité biologique 4» (BL4) ou P4, ou une norme équivalente.

Formule A – Partie 1

*Échange de données sur les centres de recherche et laboratoires*⁷

1. Nom(s) de l'installation⁸ _____
2. Organisme ou société, public _____
ou privé, responsable _____
3. Lieu et adresse postale _____

4. Source(s) de financement de l'activité, et mention indiquant si l'activité est entièrement ou partiellement financée par le Ministère de la défense _____
5. Nombre d'unités de confinement à haute sécurité⁹ au centre de recherche et/ou laboratoire, avec indication de leurs dimensions respectives (m²) _____
6. S'il n'y a pas d'unité de confinement à haute sécurité, indiquer quel est le niveau de protection le plus élevé

⁷ Les unités de confinement qui sont des modules fixes intégrés aux laboratoires, pour le traitement de malades, devraient être désignées séparément.

⁸ Pour les installations pourvues d'unités de confinement à haute sécurité participant au programme national de recherche-développement en matière de défense biologique, prière d'indiquer le nom de l'installation et de préciser «Déclarée conformément à la Formule A, partie 2 iii)».

⁹ Conformément au *Manuel de sécurité biologique en laboratoire de l'OMS* (1983) ou d'une norme équivalente.

7. Portée et description générale des activités, y compris notamment le(s) type(s) de micro-organismes et/ou de toxines en cause
-
-
-

Partie 2 Échange d'informations sur les programmes nationaux de recherche-développement en matière de défense biologique

À la troisième Conférence d'examen, il a été convenu ce qui suit:

Pour accroître la transparence des programmes nationaux de recherche-développement en matière de défense biologique, les États parties déclareront s'ils exécutent ou non de tels programmes. Ils sont convenus de fournir, annuellement, des renseignements détaillés sur leurs programmes de recherche-développement en matière de défense biologique, avec indication succincte des objectifs et des coûts des travaux menés par des contractants et dans d'autres installations. Si aucun programme de recherche-développement en matière de défense biologique n'est exécuté, il sera fourni un rapport «nul».

Les États parties fourniront des déclarations conformément aux formules jointes, qui invitent à fournir les renseignements suivants:

1. L'objectif et un résumé des activités de recherche-développement en cours, en indiquant si des travaux sont menés dans les domaines suivants: prophylaxie, études de pouvoir pathogène et de virulence, techniques de diagnostic, aérobiologie, détection, traitement, toxinologie, protection physique, décontamination et autres recherches apparentées;
2. L'utilisation éventuelle d'installations de contractants ou d'autres installations ne relevant pas de la défense et le total des fonds affectés à ce segment du programme;
3. Structure (organisation) du programme et ses relations hiérarchiques;
4. Les renseignements ci-après concernant les établissements gouvernementaux de défense et autres où est concentré le programme de recherche-développement en matière de défense biologique:
 - a) Emplacement;
 - b) Superficies (en m²) des installations, notamment de celles qui sont imparties à chacun des laboratoires des niveaux de sécurité biologique BL2, BL3 et BL4;
 - c) Le personnel (nombre total), y compris le personnel recruté sous contrat à plein temps pour plus de six mois;
 - d) Les effectifs du personnel indiqué sous c) par catégorie: civils, militaires, scientifiques, techniciens, ingénieurs, personnel auxiliaire et administratif;
 - e) Une liste des disciplines scientifiques représentées au sein du personnel scientifique et des ingénieurs;
 - f) La source et le niveau de financement des trois secteurs suivants: recherche, développement, essai et évaluation;
 - g) La politique en matière de publication et une liste des mémoires et rapports accessibles au public.

Formule A – Partie 2 i)**Déclaration de programme national de recherche-développement en matière de défense biologique**

L'État partie applique-t-il un programme national de recherche-développement en matière de défense biologique sur son territoire ou en un lieu quelconque placé sous sa juridiction ou sous son contrôle? Les travaux relevant d'un tel programme porteraient notamment sur la prophylaxie, les études de pouvoir pathogène et de virulence, les techniques de diagnostic, l'aérobiologie, la détection, le traitement, la toxinologie, la protection physique, la décontamination et d'autres recherches apparentées.

Oui/Non

Dans l'affirmative, remplir la partie 2 ii) de la formule A – description du programme.

Formule A – Partie 2 ii)**Programme national de recherche-développement en matière de défense biologique****Description**

1. Indiquer les objectifs et le financement du programme et résumer les principales activités de recherche-développement menées dans le cadre du programme, en particulier dans les secteurs suivants: prophylaxie, études de pouvoir pathogène et de virulence, techniques de diagnostic, aérobiologie, détection, traitement, toxinologie, protection physique, décontamination et autres recherches.
2. Indiquer le montant total des fonds affectés au programme et leurs sources.
3. Certains éléments de ce programme sont-ils exécutés sous contrat avec l'industrie, des institutions universitaires ou dans d'autres installations ne relevant pas de la défense?

Oui/Non

4. Dans l'affirmative, quelle est la proportion du total des fonds affectés au programme dépensés dans ces installations, sous contrat ou autres?
5. Indiquer succinctement les objectifs et les secteurs de recherche du programme exécutés sous contrat et dans d'autres installations au moyen des fonds indiqués au paragraphe 4.
6. Indiquer la structure (organisation) du programme et ses relations hiérarchiques (sans omettre les installations individuelles participant au programme).
7. Fournir une déclaration conformément à la partie 2 iii) de la formule A pour chacune des installations, gouvernementales ou non, dont une partie importante des ressources sont consacrées au programme national de recherche-développement en matière de défense biologique, sises sur le territoire de l'État auteur de la déclaration ou en un lieu quelconque placé sous sa juridiction ou son contrôle.

Formule A – Partie 2 iii)

Programme national de recherche-développement en matière de défense biologique

Installations

Remplir la formule pour chaque installation déclarée conformément au paragraphe 7 de la formule A, partie 2 ii).

Dans le cas d'installations mixtes, fournir les renseignements ci-après uniquement pour la partie de l'installation consacrée à la recherche-développement en matière de défense.

1. Nom de l'installation:

2. Emplacement de l'installation (indiquer l'adresse et les coordonnées géographiques):

3. Superficie des secteurs de laboratoire, par niveau de confinement:
BL2 _____ (m²)
BL3 _____ (m²)
BL4 _____ (m²)

Superficie totale des laboratoires _____ (m²)

4. Organigramme de chaque installation:
 - i) Total des effectifs _____
 - ii) Répartition du personnel:
Militaire _____
Civil _____
 - iii) Répartition du personnel par catégorie:
Scientifiques _____
Ingénieurs _____
Techniciens _____
Personnel administratif et auxiliaire _____
 - iv) Liste des disciplines scientifiques représentées au sein du personnel scientifique et technique
 - v) Y a-t-il des personnes employées sous contrat dans l'installation? Dans

l'affirmative, indiquer leur nombre approximatif.

vi) Quelles sont la ou les sources de financement de l'activité réalisée dans l'installation? Mentionner si l'activité est entièrement ou partiellement financée par le Ministère de la défense.

vii) Quels sont les montants des fonds alloués aux secteurs de programme ci-après:

Recherche _____

Développement _____

Essais et évaluation _____

viii) Décrire brièvement la politique adoptée en matière de publication dans l'installation.

ix) Fournir une liste des documents et rapports accessibles au public qui portent sur les travaux réalisés au cours des douze derniers mois (indiquer les auteurs, les titres et les références complètes).

5. Décrire succinctement les travaux sur la défense biologique réalisés dans l'installation, y compris le(s) type(s) de micro-organismes* et/ou toxines étudiés, et résumer les études en plein air sur les aérosols biologiques.

* Notamment les virus et prions.

3. Mesure de confiance «B»

Échange d'informations sur toute apparition de maladie contagieuse ou autre accident causé par des toxines

À la troisième Conférence d'examen, il a été convenu que les États parties devaient prendre les mesures suivantes:

«Échange d'informations sur les apparitions de maladies contagieuses ou autres accidents causés par des toxines et sur tout phénomène paraissant dévier de la normale par sa nature, son évolution, le lieu ou le moment. L'information sur les phénomènes déviant de la normale comprendra, dès que disponibles, des données sur le type de maladie, la zone approximative affectée et le nombre de cas.».

Modalités

La troisième Conférence d'examen a adopté la définition suivante:

Une épidémie est l'apparition d'un nombre anormalement grand ou inattendu de cas d'une maladie ou autre phénomène d'altération de la santé en un lieu donné et dans un espace de temps donné. Le nombre de cas considéré comme anormal varie selon la maladie ou le phénomène et la collectivité considérés.

En outre, il a été fait mention des définitions suivantes:

Une épidémie de maladie infectieuse désigne l'apparition d'un nombre exceptionnellement élevé ou inattendu de cas d'une maladie dont on sait ou l'on pense qu'elle est d'origine infectieuse, à un moment et en un lieu donnés. Il s'agit généralement d'une situation à évolution rapide qui exige une réaction prompte (document interne de l'OMS CDS/Mtg/82.1).

L'apparition dans une collectivité ou une région de cas d'une maladie, d'un comportement particulier affectant la santé, ou d'autres phénomènes d'altération de la santé qui dépassent manifestement ce qu'on peut normalement attendre. La collectivité ou la région et la période pendant laquelle les cas se produisent sont spécifiées avec précision. Le nombre de cas indiquant la présence d'une épidémie varie selon l'agent, l'effectif et la nature de la population exposée, l'exposition antérieure ou l'absence d'exposition à la maladie, ainsi que le lieu et le moment de l'épisode: l'épidémicité est donc relative par rapport à la fréquence habituelle de la maladie dans la même région, dans la population considérée, à la même saison de l'année. Un seul cas d'une maladie transmissible longtemps absente dans une population ou la première invasion d'une maladie non reconnue auparavant dans la région exigent l'établissement d'un rapport immédiat et l'exécution d'une enquête complète: deux cas d'une telle maladie, associés dans le temps et l'espace, peuvent constituer une raison suffisante pour qu'ils soient considérés comme une épidémie. (Last, J. M.: *A Dictionary of Epidemiology*, Oxford University Press, New York, Oxford, Toronto, 1983.)

La troisième Conférence d'examen est convenue de ce qui suit:

1. Pour déterminer ce qui constitue une épidémie, il est recommandé aux États parties de s'inspirer du texte ci-dessus.
2. Comme il n'existe pas de norme universelle de ce qui pourrait constituer un écart par rapport à la situation normale, les États parties sont convenus d'utiliser pleinement les systèmes nationaux de rapports pour les maladies de l'homme ainsi que celles de la faune et

de la flore, si possible, et les systèmes de l'OMS pour fournir une mise à jour annuelle des informations de base sur les maladies causées par des organismes correspondant aux critères des groupes de risques II, III et IV de la classification figurant dans le *Manuel de sécurité biologique en laboratoire de l'OMS* (1983) et dont l'apparition, dans leurs régions respectives, ne constitue pas nécessairement un écart par rapport à la situation normale*.

3. L'échange de données sur les épidémies qui paraissent s'écarter de la normale est considéré comme particulièrement important dans les cas suivants:

- Lorsque la cause de l'épidémie ne peut pas être facilement déterminée ou que l'agent étiologique** est difficile à diagnostiquer;
- Lorsque la maladie peut être causée par des organismes correspondant aux critères du groupe de risques III ou IV de la classification figurant dans le *Manuel de sécurité biologique en laboratoire de l'OMS* (1983);
- Lorsque l'agent étiologique est exotique pour une région donnée;
- Lorsque la maladie présente une évolution inhabituelle;
- Lorsque la maladie se produit au voisinage de centres de recherche et de laboratoires soumis à l'échange de données au titre de la section A;
- Lorsqu'on soupçonne l'apparition possible d'une nouvelle maladie.

4. Pour renforcer la confiance, un rapport initial sur une épidémie de maladie infectieuse ou un phénomène analogue qui s'écarte de la normale devrait être envoyé rapidement lorsqu'on a connaissance de l'épidémie et devrait être suivi de rapports annuels. Pour permettre aux États parties de suivre une procédure normalisée, la Conférence est convenue qu'il faudrait utiliser la formule B ii), dans la mesure où les renseignements sont connus et/ou applicables, pour l'échange d'informations tant initiales qu'annuelles.

5. Afin d'améliorer la coopération internationale dans le domaine des activités bactériologiques (biologiques) pacifiques et de prévenir ou de réduire les cas d'ambiguïté, de doute et de suspicion, les États parties sont encouragés à inviter des experts d'autres États parties à apporter leur assistance à l'action entreprise contre une épidémie et à donner une suite favorable à de telles invitations.

* Ces informations devraient être fournies de la manière prescrite dans la formule B i).

** Il est entendu que cela peut comprendre des organismes rendus pathogènes par des techniques de biologie moléculaire, par exemple le génie génétique.

Formule B i)

**Informations de base sur les épidémies de maladies infectieuses
à notifier**

| Maladie | Nombre annuel de cas | | | | |
|---------|----------------------|------|------|------|------|
| | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 |
| | | | | | |

Formule B ii)**Informations sur les épidémies de maladies infectieuses et phénomènes analogues qui paraissent s'écarter de la normale**

1. Moment où l'on a eu connaissance de l'épidémie _____
2. Lieu d'apparition et zone approximative affectée _____
3. Type de maladie/d'intoxication _____
4. Source soupçonnée de la maladie/de l'intoxication _____
5. Agent(s) étiologique(s) possible(s) _____
6. Principaux caractères des symptômes _____
7. Symptômes détaillés, si observés:
 - Respiratoires _____
 - Circulatoires _____
 - Neurologiques/comportementaux _____
 - Intestinaux _____
 - Cutanés _____
 - Néphrologiques _____
 - Autres _____
8. Écart(s) par rapport à la norme en ce qui concerne:
 - Le type _____
 - L'évolution _____
 - Le lieu d'apparition _____
 - Le moment d'apparition _____
 - Les symptômes _____
 - Le mode de virulence _____
 - Le mode de pharmacorésistance _____
 - Le ou les agents difficiles à diagnostiquer _____
 - La présence de vecteurs inhabituels _____
 - D'autres éléments _____
9. Nombre approximatif de cas initiaux _____
10. Nombre approximatif de cas totaux _____
11. Nombre de décès _____
12. Évolution de l'épidémie _____
13. Mesures prises _____

4. Mesure de confiance «C»

Encouragement à la publication des résultats et promotion de l'utilisation des connaissances

À la troisième Conférence d'examen, il a été décidé que les États parties devaient continuer d'appliquer les mesures suivantes:

«Encouragement à la diffusion, dans des publications scientifiques accessibles à tous les États parties, des résultats de la recherche biologique ayant un rapport direct avec la Convention, et action en faveur de l'application à des fins autorisées des connaissances acquises grâce à cette recherche.».

Modalités

La troisième Conférence d'examen est convenue de ce qui suit:

1. Il est recommandé que la recherche fondamentale dans les sciences biologiques, et en particulier celle qui a un rapport direct avec la Convention, soit, d'une manière générale, considérée comme non confidentielle et que la recherche appliquée soit aussi considérée comme non confidentielle dans la mesure du possible, sans qu'il soit porté atteinte aux intérêts nationaux et commerciaux.
2. Les États parties sont encouragés à fournir des informations sur leur politique relative à la publication des résultats de la recherche biologique, notamment en ce qui concerne la publication des résultats de recherches menées dans des centres de recherche et laboratoires soumis à l'échange d'informations au titre de la section A ainsi que la publication des recherches sur les épidémies de maladies visées à la section B, et à fournir des informations sur les revues scientifiques pertinentes et autres publications scientifiques pertinentes généralement accessibles aux États parties.
3. La troisième Conférence d'examen a examiné la question de la coopération et de l'assistance en ce qui concerne la sécurité de manipulation des matières biologiques visées par la Convention. Elle a conclu que d'autres organismes internationaux s'occupaient de ce domaine et a exprimé son appui aux efforts tendant à renforcer cette coopération.

5. Mesure de confiance «D»

Promotion active de contacts

À la troisième Conférence d'examen, il a été décidé que les États parties devaient continuer d'appliquer les mesures suivantes:

«Promotion active des contacts entre scientifiques travaillant à des recherches biologiques ayant un rapport direct avec la Convention, y compris sous forme d'échanges aux fins d'activités de recherche conjointes sur base d'accord mutuel.»

Modalités

La troisième Conférence d'examen est convenue de ce qui suit:

Pour promouvoir activement les contacts professionnels entre scientifiques, les activités de recherche conjointes et autres activités visant à prévenir ou à réduire les cas d'ambiguïté, de doute et de suspicion, et à améliorer la coopération internationale dans le domaine des activités bactériologiques (biologiques) pacifiques, les États parties sont encouragés à fournir des informations dans la mesure du possible:

- Sur les conférences, séminaires, colloques et autres événements internationaux prévus qui portent sur des travaux de recherche biologique ayant un rapport direct avec la Convention;
- Sur les autres occasions d'échanges de scientifiques, de recherches conjointes ou autres mesures tendant à promouvoir les contacts entre scientifiques qui s'occupent de travaux de recherche biologique ayant un rapport direct avec la Convention.

Pour permettre aux États parties de suivre une procédure normalisée, la troisième Conférence d'examen est convenue qu'il faudrait utiliser la formule D pour l'échange d'informations à ce sujet.

Formule D

Promotion active de contacts

1. Conférences, colloques, séminaires, et autres événements internationaux prévus pour des échanges

Pour chaque réunion de ce genre, fournir les renseignements suivants:

- Nom de la conférence, etc. _____
- Organisation(s) responsable(s), etc. _____
- Dates _____
- Lieu _____
- Sujet(s) principal (principaux) de la conférence, etc. _____
- Conditions de participation _____

- Point de contact pour obtenir des renseignements, pour s'inscrire, etc. _____

2. Informations relatives à d'autres occasions de contacts

6. Mesure de confiance «E»

Déclaration des mesures législatives, réglementaires et autres

À la troisième Conférence d'examen, les États parties ont décidé d'appliquer les dispositions suivantes:

Pour indiquer quelles mesures ils ont prises en vue d'appliquer la Convention, les États parties déclarent s'ils ont déjà pris des mesures législatives, réglementaires ou autres:

a) Pour interdire la mise au point, la fabrication, le stockage, l'acquisition ou la détention d'agents microbiens ou autres agents biologiques ou de toxines, d'armes, de matériel et de vecteurs spécifiés à l'article premier de la Convention, sur leur territoire ou en un lieu quelconque placé sous leur juridiction ou leur contrôle;

b) Concernant l'exportation ou l'importation de micro-organismes pathogènes pour l'homme, les animaux et les végétaux ou de toxines, conformément à la Convention.

Les États parties remplissent la formule jointe (formule E) et se déclarent prêts à communiquer des exemplaires de leurs dispositions législatives ou réglementaires ou des renseignements écrits concernant d'autres mesures sur demande au Département des affaires de désarmement ou à un État partie. Les États parties indiquent aussi annuellement sur la formule jointe si des amendements ont été ou non apportés à leurs législations, réglementations ou autres mesures.

Formule E

Déclaration des mesures législatives, réglementaires et autres

| Concernant | Législation | Réglementation | Autres mesures | Amendements depuis l'année antérieure |
|--|-------------|----------------|----------------|---------------------------------------|
| a) Mise au point, fabrication, stockage, acquisition ou détention d'agents microbiens ou autres agents biologiques, ou de toxines, d'armes, de matériel et de vecteurs spécifiés à l'article premier | Oui/Non | Oui/Non | Oui/Non | Oui/Non |
| b) Exportations de micro-organismes* et de toxines | Oui/Non | Oui/Non | Oui/Non | Oui/Non |
| c) Importations de micro-organismes* et de toxines | Oui/Non | Oui/Non | Oui/Non | Oui/Non |

* Micro-organismes pathogènes à l'égard de l'homme, des animaux et des végétaux conformément à la Convention.

7. Mesure de confiance «F»

Déclaration d'activités antérieures dans le cadre de programmes de recherche-développement biologique de caractère offensif et/ou défensif

Afin d'améliorer la transparence et l'ouverture, les États parties déclarent s'ils ont procédé ou non à des programmes de recherche-développement biologique de caractère offensif et/ou défensif depuis le 1^{er} janvier 1946.

Dans l'affirmative, les États parties fournissent des renseignements sur ces programmes, en utilisant la formule F.

Formule F

Déclaration des activités menées dans le passé dans le cadre de programmes de recherche-développement biologique de caractère offensif et/ou défensif

1. Date d'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'État partie.
2. Programmes de recherche-développement biologique de caractère offensif, qui ont été menés dans le passé:
 - Oui/Non
 - Période(s) durant laquelle (lesquelles) ces activités ont été menées
 - Résumé des activités de recherche-développement – indiquer si des travaux ont été faits en ce qui concerne la fabrication, l'essai et l'évaluation, l'utilisation en tant qu'arme et le stockage d'agents biologiques; résumé du programme de destruction d'agents et d'armes de ce type, et d'autres activités de recherche connexes.
3. Programmes antérieurs de recherche-développement biologique de caractère défensif:
 - Oui/Non
 - Période(s) durant laquelle (lesquelles) ces activités ont été menées
 - Résumé des activités de recherche-développement – indiquer si des travaux ont été faits ou non dans les domaines suivants: prophylaxie, études de pouvoir pathogène et de virulence, techniques de diagnostic, aérobiologie, détection, traitement, toxinologie, protection physique, décontamination et autres activités de recherche connexes; indiquer si possible l'endroit où ces activités se sont déroulées.

8. Mesure de confiance «G»

Déclaration des installations de fabrication de vaccins

Afin d'accroître la transparence des activités de recherche-développement en biologie qui ont un rapport avec la Convention, et d'étendre les connaissances scientifiques et techniques au sens de l'article X, chaque État partie déclarera toutes les installations, tant gouvernementales que non gouvernementales, qui se trouvent sur son territoire ou sont placées sous sa juridiction ou son contrôle où que ce soit, et qui fabriquent sous licence de l'État partie des vaccins pour la protection de l'homme. Il utilisera la formule G ci-jointe pour communiquer les données y relatives.

Formule G

Déclaration des installations de fabrication de vaccins

1. Nom de l'installation:
2. Emplacement (adresse postale):
3. Description générale des types de maladie visés:

Annexe II

[ENGLISH ONLY]

Participation in the CBMs since 1987

Key: x = participated in that year; Review Conference years are highlighted in grey.

| State Party | Year | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 00 | 01 | 02 | 03 | 04 | 05 | 06 | 07 | 08 | 09 | 10 | 11 | Totals | |
|------------------------|------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|--------|----|
| Afghanistan | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | |
| Albania | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | 1 |
| Algeria | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Antigua and Barbuda | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Argentina | | | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 21 |
| Armenia | x | x | x | x | x | | | | | | | x | x | x | | x | | x | | | x | x | x | x | x | x | x | 16 |
| Australia | x | | | | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 22 |
| Austria | | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 21 |
| Azerbaijan | x | x | x | x | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | x | x | 9 |
| Bahamas | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Bahrain | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | 1 |
| Bangladesh | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | x | | x | x | | 4 |
| Barbados | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Belarus | | | | | | | x | x | | x | x | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 18 |
| Belgium | | | x | | | | x | | | | x | x | | x | x | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 16 |
| Belize | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | 1 |
| Benin | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Bhutan | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | x | | 2 |
| Bolivia | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Bosnia and Herzegovina | | | | | | x | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 |
| Botswana | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Brazil | | | | | | x | | x | x | x | x | x | x | x | | x | x | | x | x | x | x | x | | x | x | x | 16 |
| Brunei Darussalam | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | x | | 2 |
| Bulgaria | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 23 |
| Burkina Faso | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Cambodia | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Canada | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 25 |
| Cape Verde | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Chile | | | | | | x | x | | | | x | x | x | | x | x | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | 15 |

| State Party | Year | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 00 | 01 | 02 | 03 | 04 | 05 | 06 | 07 | 08 | 09 | 10 | 11 | Totals |
|---------------------------------------|------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|--------|
| China | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 23 |
| Colombia | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Congo (Republic of the) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Cook Islands | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Costa Rica | | | | | | | | | | | | | | | x | x | | | | | | | | | | | 2 |
| Croatia | | | | | | x | x | | | x | | | | x | x | | | | x | | x | x | x | x | x | x | 12 |
| Cuba | | | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 21 |
| Cyprus | | | | | | x | x | x | | x | x | | | | | | | | | | x | x | x | x | | x | 11 |
| Czech Republic | | x | x | x | x | x | x | | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 23 |
| Democratic People's Republic of Korea | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Democratic Republic of the Congo | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Denmark | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | | | | | | | x | x | x | x | x | x | x | 18 |
| Dominica | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Dominican Republic | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Ecuador | | | | | | x | | x | x | x | x | | | | | | | | | | | x | x | | | | 7 |
| El Salvador | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Equatorial Guinea | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Estonia | | x | x | x | x | x | | | x | x | x | x | x | x | x | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 22 |
| Ethiopia | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | 1 |
| Fiji | | | | | | | | | x | x | x | x | | | | | | | | | | | | | | | 4 |
| Finland | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 25 |
| France | | | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | 21 |
| Gabon | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Gambia | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | | 2 |
| Georgia | | x | x | x | x | x | | | | | | | | | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 16 |
| Germany | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 25 |
| Ghana | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Greece | | | | | | x | x | | x | x | | | | | | | | | | x | x | x | x | | x | | 10 |
| Grenada | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | 1 |
| Guatemala | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Guinea-Bissau | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Holy See | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Honduras | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |

BWC/CONF.VII/INF.1

| <i>State Party</i> | <i>Year</i> | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 00 | 01 | 02 | 03 | 04 | 05 | 06 | 07 | 08 | 09 | 10 | 11 | <i>Totals</i> |
|----------------------------------|-------------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|---------------|
| Hungary | | x | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | | | x | x | x | x | x | x | x | 20 |
| Iceland | | | | | | x | | x | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 |
| India | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | x | | x | x | x | 5 |
| Indonesia | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | x | | 3 |
| Iran (Islamic Republic of) | | | | | | | | | | | | | x | x | | | x | | | | x | x | x | x | x | | 8 |
| Iraq | | | | | | | | x | | x | x | x | | | | | | | | | | | x | x | x | x | 8 |
| Ireland | | | x | | x | x | x | x | | x | x | | | | | | x | | | | x | x | x | x | x | x | 15 |
| Italy | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 22 |
| Jamaica | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | 1 | |
| Japan | | | x | | | x | x | x | | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 20 |
| Jordan | | | | | | | x | | | x | x | | | | | | | | | | | x | | x | | 5 | |
| Kazakhstan | | x | x | x | x | x | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | x | 7 |
| Kenya | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | 1 |
| Kuwait | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Kyrgyzstan | | x | x | x | x | x | | x | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | 7 |
| Lao People's Democratic Republic | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Latvia | | x | x | x | x | x | | | | | | | | | | | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | 14 |
| Lebanon | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | x | x | | 4 |
| Lesotho | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Libyan Arab Jamahiriya | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | x | x | | x | | 5 |
| Liechtenstein | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | | x | x | x | | x | x | x | x | 9 |
| Lithuania | | x | x | x | x | x | | | | | | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 17 |
| Luxembourg | | | | | | | | | x | | x | x | x | | | | | | | x | x | x | | | x | | 8 |
| Madagascar | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Malaysia | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | x | x | 3 |
| Maldives | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Mali | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Malta | | | | | | | x | | x | x | x | | x | | x | | | | | x | x | x | x | x | x | | 13 |
| Mauritius | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | x | x | x | | | 6 |
| Mexico | | | | | x | | x | | x | | | | | | | | | | | x | | | x | x | x | x | 9 |
| Monaco | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Mongolia | | | | | x | | x | x | x | x | | | | | | | | | | | | | | | | | 5 |
| Montenegro | | | | | | x | x | | | | | | | | | | | | | | x | x | | | | | 4 |
| Morocco | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | x | x | x | x | 7 |

| State Party | Year | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 00 | 01 | 02 | 03 | 04 | 05 | 06 | 07 | 08 | 09 | 10 | 11 | Totals | |
|----------------------------------|------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|--------|----|
| Mozambique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | |
| Netherlands | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 25 |
| New Zealand | | x | x | x | x | | x | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 23 |
| Nicaragua | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 | |
| Niger | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | |
| Nigeria | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | | | 2 | |
| Norway | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 25 |
| Oman | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | |
| Pakistan | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | |
| Palau | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | |
| Panama | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 | |
| Papua New Guinea | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | 1 | |
| Paraguay | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 | |
| Peru | | | | | | x | x | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | 3 | |
| Philippines | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | 2 | |
| Poland | | x | x | | | x | | | x | x | x | x | x | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 20 |
| Portugal | | | | | x | x | | | x | x | x | | | | | | | | | | x | x | x | x | x | x | 11 | |
| Qatar | | | | | | x | | | | x | x | | x | | | | | | | x | | | | x | x | x | 9 | |
| Republic of Korea | | | | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 20 |
| Republic of Moldova | | x | x | x | x | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | x | 8 | |
| Romania | | | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 20 |
| Russian Federation | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 25 |
| Rwanda | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | |
| Saint Kitts and Nevis | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | |
| Saint Lucia | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 | |
| Saint Vincent and the Grenadines | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | |
| San Marino | | | | | | | | | | x | x | x | | | x | x | | | | | x | x | | | | | 7 | |
| Sao Tome and Principe | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | |
| Saudi Arabia | | | | | | | | | | | x | x | | | | | | | | | | | | | | | 2 | |
| Senegal | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | x | x | 5 | |
| Serbia | | | | | | x | x | | | | | | | | | | | | | x | x | x | | x | x | x | 8 | |
| Seychelles | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 | |
| Sierra Leone | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | |
| Singapore | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | |
| Slovakia | | x | x | x | x | x | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 24 |

BWC/CONF.VII/INF.1

| <i>State Party</i> | <i>Year</i> | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 00 | 01 | 02 | 03 | 04 | 05 | 06 | 07 | 08 | 09 | 10 | 11 | <i>Totals</i> |
|--|-------------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|---------------|
| Slovenia | | | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | x | | | | x | x | x | x | x | x | 17 |
| Solomon Islands | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| South Africa | | | | | | | | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 18 |
| Spain | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 24 |
| Sri Lanka | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Sudan | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Suriname | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Swaziland | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Sweden | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | | x | x | x | x | x | x | x | x | 23 |
| Switzerland | | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 24 |
| Tajikistan | | x | x | x | x | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | 6 |
| Thailand | | | | | x | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | x | 5 |
| The former Yugoslav Republic of Macedonia | | | | | | x | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | 3 |
| Timor-Leste | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Togo | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Tonga | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Trinidad and Tobago | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Tunisia | | | | | | | x | | | | | | | | x | | | | | | x | x | | x | x | x | 7 |
| Turkey | | | | | | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 19 |
| Turkmenistan | | x | x | x | x | x | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | 6 |
| Uganda | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Ukraine | | | | | | | x | x | | x | x | x | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | x | x | 17 |
| United Arab Emirates | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | 1 |
| United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 25 |
| United States of America | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 25 |
| Uruguay | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Uzbekistan | | x | x | x | x | x | | | | | | | x | x | | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | 17 |
| Vanuatu | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Venezuela (Bolivarian) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |

| State Party | Year | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 00 | 01 | 02 | 03 | 04 | 05 | 06 | 07 | 08 | 09 | 10 | 11 | Totals |
|----------------------|------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------|
| Republic of Viet Nam | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Yemen | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | 1 |
| Zambia | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Zimbabwe | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Totals | | 30 | 32 | 31 | 41 | 56 | 43 | 39 | 42 | 51 | 52 | 46 | 42 | 38 | 40 | 41 | 41 | 33 | 43 | 52 | 58 | 66 | 63 | 65 | 72 | 63 | |

Chart showing number and percentage of States Parties participating in CBMs

